REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA F;r, ,"<VAnf'l Tr,n,ne1r117MI ,i, r-~inc1r>or:o'.1nn

69ème SESSION DE l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIEME COMMISSION

· · · · · · · · -· ·

Point 76: Rapport de la Comrrission des Nations Unies pour
le droit corrmercial international sur les travaux de sa 47è session

INTERVENTION

DE

Madame LYDIA RANDRIANARIVONY

CONSEILLER

New York, 7 octobre 2014

Vérifier au prononcé

MISSION PERMANENTE DE MADAGASCAR AUPRES DES NATIONS UNIES 820 SECOND AVENUE - SUITE 800, NEW YORK, N.Y. 10017
Tel.: (212) 986-9491-fax: (212) 986-6271

Monsieur Le Président,

Ma Délégation a examiné avec intérêt le Rapport de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI) lors de sa 47è session, contenu dans le document A/69/17, et voudrait exprimer son appreciation

Renseignements financiers, la création de la chaîne pénale économique anti-corruption.

Lors de la Cérémonie des Traités de 2014, Madagascar a déposé son instrument de ratification de la Convention sur les contrats de vente internationale de marchandises {CVIM), un outil important du commerce international. La loi sur le commerce électronique et la signature électronique est en cours d'examen. Un Atelier de formation sur la CVIM a eu lieu par les experts de la CNUDCI au profit des magistrats dont le code de déontologie les oblige à s'informer de l'évolution du droit international, des conventions internationales. Le renforcement de capacité des magistrats leur permet de rendre de bonne décision et améliore leur compétence.

Toujours dans le cadre du renforcement de capacité et promotion du commerce extérieur, un Atelier de Formation en " Diplomatie économique11 aura lieu à Madagascar du 15 au 18 Octobre en partenariat avec le Centre du Commerce international (CCI) Genève et les Nations Unies à travers le PNUD à Madagascar.

Ceci s'inscrit dans le cadre de la relance de l'économie malgache définie par le P.G.E et à la consolidation de la diplomatie économique. A travers ce projet, le Ministère malgache des Affaires étrangères concourt à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de relance du développement économique et de la lutte contre la pauvreté.

Je vous remercie de votre attention.